

**RAPPORT N°2022/3-30
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 30 juin 2022**

OBJET :

PROGRAMME-CADRE HORIZON EUROPE (HORIZON) PARTICIPATION A UN CONSORTIUM EUROPEEN PORTANT UNE CANDIDATURE AU PROGRAMME- AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER DES CONVENTIONS FINANCIERES DE PRESTATIONS DE MONTAGE DU DOSSIER.

Le programme cadre porté par la Commission Européenne intitulé HORIZON EUROPE, référencé (HORIZON-CL5-2022-D6-02) a été ouvert le 28 avril 2022. Il cible les services de transport sûrs, résilients et de mobilité intelligente pour les passagers et les marchandises.

Ce programme poursuit les objectifs suivants :

- Réduire la congestion et la pollution atmosphérique, les risques routiers tout en favorisant l'inclusion sociale, l'accessibilité dans les villes,
- Augmenter la part des nouveaux services de mobilité partagés,
- Intégrer les nouveaux services de mobilité et partagés avec les transports publics,
- Concevoir des infrastructures de transport adaptés à ces nouveaux services, les remettre à niveau ou réutiliser les éléments d'infrastructure existants,
- Développer des politiques axées sur les résultats, conformément aux lignes directrices de planification de la mobilité urbaine durable, afin d'accroître la compréhension et l'adoption des nouveaux services de mobilité par les autorités locales ou régionales ainsi que les prestataires de services de mobilité publics et privés.
- S'engager activement dans la communication de l'apprentissage commun, de l'évaluation, de la diffusion et de l'échange de connaissances et de meilleures pratiques, en matière de mobilité urbaine et de transports.

Afin de répondre à un de ses sous-programmes, il est envisagé de prendre part à la constitution d'une candidature portée par un consortium européen mobilisant des living-labs ou laboratoires vivants, installés dans divers territoires européens.

Participation à un consortium de réponse

Sur ces territoires, il s'agirait de développer et de tester différents projets ou modèles de collaboration, de partenariat publics-privés, répondant aux objectifs du programme. A ce stade la constitution d'un consortium de réponse est en discussion. Il pourrait compter dans ses rangs la participation d'un ensemble de zones urbaines ou péri-urbaines du territoire européen présentant diverses caractéristiques.

Pourraient y être associées la ville de SANTANDER située en Espagne, CARNIA AREA formant une intercommunalité située en Italie, la ville d'ARNACA située à Chypre, la Ville de ZADAR située en CROATIE, la ville de KILKENNY située en Irlande ainsi que la CINOR.

La construction d'un tel consortium est motivée par l'exigence du programme HORIZON qui pousse à l'installation de jumelage et de coopération sur l'ensemble du territoire européen. Cette démarche vise à installer une dynamique comparative en exigeant qu'au moins trois villes de laboratoire vivant soient intégrées comme démonstrateurs de solutions innovantes. Cette exigence de forme porte également sur l'association de territoires qui connaissent d'importants changements économiques et sociaux rapides.

Un partenariat technique mobilisant partenaires et chercheurs

Ce consortium associerait tout ou partie de ces territoires en faisant intervenir des partenaires techniques spécialisés dans le design des transports. Ces partenaires techniques mobiliseraient par ailleurs un réseau de chercheurs internationaux basés en Allemagne, en Italie ou encore en Israël.

Ceux-ci auraient pour mission d'installer les démarches d'évaluation, de construire des plates-formes collaboratives de mesure des usages au sein de chacun des territoires - laboratoires vivants, pour faciliter le partage de données et la connectivité avec les différentes régions.

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220630-BC2022-3-30-DE
Date de télétransmission : 11/07/2022
Date de réception préfecture : 11/07/2022

Ces démarches d'évaluation portent sur les dimensions socio-économiques, environnementales, sanitaires, sur l'accessibilité, le genre et l'inclusion, et les aspects sécuritaires. Les résultats et les impacts doivent être mesurés à l'aide d'un large éventail d'indicateurs quantitatifs et comparés à la situation avant la mise en œuvre des solutions proposées.

Outre le cadre de cette participation, il s'agit de cibler un ensemble de démarches et notamment les nouveaux services de mobilité, les services de mobilité partagés ceux susceptibles de répondre aux besoins des citoyens tout en favorisant une utilisation plus rationnelle de la voiture individuelle et de répondre au sous-programme « Accélérer le déploiement de nouveaux services de mobilité partagés pour la prochaine décennie ».

Les différents types de services visés

Ainsi afin de relever les défis auxquels les villes sont confrontées, serait particulièrement ciblé le MaaS « mobilité en tant que service » pour offrir de nouvelles solutions de mobilité de haute qualité, centrées sur l'utilisateur.

Les services de mobilité ciblés sont ceux de la micromobilité, les services de vélos ou de scooter en libre-service par exemple, mais également les services de transport à la demande, ou encore le covoiturage. Ces nouveaux services devraient être testés au-delà des centres urbains, en fournissant des solutions à faibles émissions ou à zéro émission pour les zones suburbaines, périurbaines ou rurales fortement dépendantes de la voiture individuelle.

Sont également éligibles toutes les approches de coopération avec des employeurs désireux de participer à un projet pilote pour tester un type de service « mobilité en tant que service » -MaaS- qui cherchent à offrir des solutions de mobilité intelligentes et partagées.

D'une manière générale les propositions devront se pencher sur la capacité à adapter les infrastructures existantes pour un nouveau partage de l'espace et surtout à favoriser l'utilisation de la mobilité partagée, la micro-mobilité ou encore la mobilité active. Cette adaptation aura pour enjeu de limiter les risques d'augmenter la sécurité des usagers tout en réduisant la congestion des transports.

Les propositions avancées devront en outre démontrer leur caractère innovant pour le contexte local et leur capacité à prendre part à la mise en œuvre des plans de mobilité urbaine durable construit sur chacun des territoires.

Recours à une prestation de montage du dossier de candidature

La date limite de dépôt de candidature en réponse à ce programme cadre a été fixée au 06 septembre 2022. Les budgets qui sont en jeu sont variables selon les sous programmes visés. Plus particulièrement sur le sous-programme « Accélérer le déploiement de nouveaux services de mobilité partagés pour la prochaine décennie », 8 millions d'euros de budget sont disponibles

Afin de construire une réponse appropriée à ce programme et de prendre part aux échanges croisés au sein de ce projet de consortium, il est nécessaire de contractualiser une prestation de service mobilisant une ingénierie spécialisée dans le montage des dossiers européens.

Pour cela, il est envisagé de s'associer les services de consultant de projet hautement qualifié ayant une forte connaissance de ces cadres et présentant une expérience avérée dans les projets européens et la collecte de fonds.

Ainsi il est proposé de confier à un consultant une convention de prestation de service ayant pour objet de défendre les intérêts de la CINOR et de piloter sa participation à ce consortium sus visé. Celui-ci aura en outre la mission de suggérer des idées de projets, répondant au cadre. Son rôle sera alors de soutenir la CINOR pendant tout le processus de soumission de la proposition ce jusqu'à l'agrément de la candidature et le cas échéant jusqu'à la mise au point de la convention de financement.

Cette mission construit en deux phases l'une pour la construction de la réponse, et l'autre pour la mise au point de la convention de financement sera assortie d'une rémunération forfaitaire.

Pour chacune des 2 phases, le montant de la rémunération sera limité à 10 000 euros HT.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

- Autoriser le Président à prendre part au consortium de réponse à ce programme européen.
- Autoriser le Président à conclure les contrats de prestations de montage de la candidature.
- Autoriser le Président à signer tous les actes y afférents.

Le Président
Maurice GILLOU



**DECISION N°2022/3-30
du Bureau de la Communauté
en séance du 30 juin 2022**

OBJET :

PROGRAMME-CADRE HORIZON EUROPE (HORIZON) PARTICIPATION A UN CONSORTIUM EUROPEEN PORTANT UNE CANDIDATURE AU PROGRAMME- AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER DES CONVENTIONS FINANCIERES DE PRESTATIONS DE MONTAGE DU DOSSIER.

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article» (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions

Sur le RAPPORT n° 2022/3-30 du Président

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220630-BC2022-3-30-DE
Date de télétransmission : 11/07/2022
Date de réception préfecture : 11/07/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

- D'autoriser le Président à prendre part au consortium de réponse à ce programme européen.

ARTICLE 2

- D'autoriser le Président à conclure les contrats de prestations de montage de la candidature.

ARTICLE 3

- D'autoriser le Président à signer tous les actes y afférents.

Nombre de votants : 12
Suffrages exprimés : 12
Vote pour : 12
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

08 JUL 2022

Le Président,
Maurice GIRONCEL



The stamp is circular with the text "Département de la Réunion" around the perimeter and "O.R." in the center. It also contains the words "Assemblée" and "Nouvelle" and a small star at the bottom.